

d|lm

demain le monde

n° 14 - juillet/août 2012

cameroun
Un pays pas
très gay

finances
Échapper au fisc
en un seul clic

« state-building »
Les revers
d'une ambition



dossier

À Esperanzah! pour la justice climatique



02

sommaire

dmlm

demain le monde

n° 14 – juillet/août 2012

Directeur de rédaction

Arnaud Zacharie

Rédacteur en chef

Frédéric Lévêque

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen

Imprimé sur papier recyclé

Photo de couverture

Photo de Marlène Dorcéna,
à la conférence de presse de
présentation du festival Esperanzah,
Bruxelles, juin 2012.

© justfollowme 2012

dmlm est le supplément

« développement » du magazine

Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !

www.imagine-magazine.com

www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51



AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

03

édito

Pourquoi l'Europe se tiers-mondise

par Arnaud Zacharie

04

actu

Cameroun : un pays pas très gay

par Michel Bourrelly & Nicolas Denis

06

actu

Colombie : « Nous n'accepterons pas le *statu quo* »

entretien avec Luis Guillermo Pérez, par Céline Boileau

08

événement

Sing for the climate

09

petites histoires de gros sous

Échapper au fisc en un seul clic

par Antonio Gambini

10

dossier

À Esperanzah! pour la justice climatique

par Julien Truddaïu

16

citoyen, citoyenne

Un (tout petit) verre d'agrocarburant ça va !

Trois verres, bonjour les dégâts !

17

citoyen, citoyenne

Libramont : petite foire pour autre agriculture

18

projet 11.11.11

La laine d'alpaga à un prix décent

par Olivier Leclercq & Stéphane Compère

20

introspectus

« State-building » : le(s) revers d'une ambition

par François Polet

23

pas au sud, complètement à l'ouest

En route vers... RIO+40

par Gérard Manrèsen

« LES CRISES DES BANQUES
ET DES ÉTATS SE NOURRISSENT
MUTUELLEMENT »

Pourquoi l'Europe se tiers-mondise

ARNAUD ZACHARIE

Secrétaire général du CNCD-11.11.11

On croit rêver. Depuis 2008, la crise ne cesse de s'approfondir en Europe, mettant en péril l'existence même de la zone euro. Plusieurs de ses États membres n'ont plus accès aux marchés financiers internationaux et sont contraints de solliciter l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE) pour boucler leurs fins de mois. En échange, ces pays sont tenus de mettre en œuvre des politiques d'austérité qui, loin de régler les problèmes, ont tendance à les exacerber, en aggravant la récession et le chômage, en réduisant les recettes fiscales et en creusant les déficits publics.

Par conséquent, la dette des États européens ne cesse d'augmenter malgré les mesures d'austérité socialement douloureuses. On assiste ainsi à un cercle tout particulièrement pervers : après que les États se soient endettés pour sauver les banques, ce sont ces dernières qui sont fragilisées par la crise des dettes publiques. Or les États n'ont plus de cartouches financières et une nouvelle vague de sauvetages bancaires déboucherait sur une hausse insoutenable de l'endettement public. Les crises des banques et des États se nourrissent ainsi mutuellement.

Le pire est qu'à ce cercle vicieux s'ajoute l'effet de contagion. Les problèmes de la Grèce, qui pèse à peine 2% des richesses européennes, ont fait tache d'huile en Irlande, au Portugal, puis dans des pays plus importants comme l'Espagne et l'Italie. Les crises économiques et sociales se muent progressivement en crise politique : les citoyens perdent confiance envers leurs décideurs, mais aussi envers la construction européenne, tandis que les gouvernements des États membres semblent incapables d'apporter les réponses adéquates.

Il y a à peine quinze ans, on pensait que ce genre de situation était réservé aux pays en développement. C'est pourtant bien de l'Europe dont on parle, celle-là même qui a dominé le monde pendant des siècles et qui représente la première puissance commerciale mondiale. Preuve du changement de contexte international : plus de 80% des crédits du FMI ont désormais pour destination des pays européens. Bref, l'Europe se tiers-mondise. Le phénomène est loin d'être irréversible, mais à force de le répéter, il sera bientôt trop tard. Le modèle de construction européenne fondé sur la compétition de tous contre tous a démontré ses limites. Si on essayait plutôt une Europe fondée sur la coopération et la solidarité ?

MICHEL BOURRELLY
ET NICOLAS DENIS
Aides - www.aides.org



Le Cameroun,

un pays pas très gay

En 2012, 78 des 193 États membres des Nations unies criminalisent encore les relations entre adultes consentants de même sexe. Or, comme le montre l'exemple du Cameroun, stigmatiser les homosexuels est non seulement souvent un leurre mais a des conséquences aussi sur l'ensemble de la société.

Lorsqu'on se promène dans les rues de Yaoundé, la capitale du Cameroun, tout laisse à penser à un pays ouvert, tranquille et tolérant. Mais en creusant un peu, en entrant sur les forums Internet, en lisant les journaux, on s'aperçoit qu'une partie de la population s'est recroquevillée, s'est racornie et concentre désormais toute sa hargne contre les homosexuels. Il n'est pourtant pas rare de croiser de jeunes hommes dont les comportements ou les regards ne laissent que peu de doute sur leur sexualité. Il n'est pas rare non plus, dans les médias et sur Internet, de tomber sur des écrits farouchement hostiles aux homosexuels, prônant leur destruction, leur anéantissement, tels des « croisades » virtuelles lancées contre cette minorité.

De la cruauté des mots à celle des actes

Le Cameroun est devenu depuis peu le théâtre d'agressions antigays d'une extrême violence, allant jusqu'à de véritables lynchages : un jeune homme ayant échappé de justesse à un bûcher improvisé au milieu de pneus de camions, un autre roué de coups par des garçons du quartier, un troisième amené de force à la gendarmerie par son beau-frère, d'autres arrêtés sur dénonciation ou tombés dans des pièges, chantages, rackets... Voilà le quotidien de jeunes gens qui veulent simplement vivre ce qu'ils ressentent : l'amour pour une personne du même sexe.

Sur simple dénonciation il est possible de faire arrêter une personne à son domicile. Peu importe que les accusations dont elle fait l'objet soient fondées ou non, peu importe qu'il y ait ou non « flagrant délit », le résultat est toujours le même : garde à vue de plusieurs jours, incarcération et procès, très souvent ajournés. Des jours, des mois et des années dans des prisons insalubres à ne pouvoir s'endormir de peur d'être violé, à croupir dans une pièce exiguë contenant plusieurs dizaines de détenus. Pour les gays rien n'est simple en prison, ici comme là-bas. Mais la violence de la réclusion est encore plus grande sous le soleil de Yaoundé.

D'où vient la violence de cette homophobie d'État et d'opinion ? Des prêches incantatoires de l'évêque de Yaoundé mettant en garde ses ouailles contre « cette perversion morale » à laquelle s'exposent « nos jeunes en raison du pouvoir de l'argent » ? Du sensationnalisme de certains médias établissant en Une des listes d'« homosexuels de la République » ? De la crise qui touche les plus faibles et les moins éduqués des Camerounais ? L'homophobie au Cameroun s'apparente à une stratégie de détournement : désigner des boucs émissaires confortables pour donner à la population un peu de grain à moudre. Le dénuement du peuple et la corruption des élites ? La faute à une « homocratie » importée de l'Occident, qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler le « lobby gay » fantasmé par certains courants populistes en France. Bref, pendant que les véritables élites mènent leur vie comme bon leur semble, la population s'en prend à ces « privilégiés » que seraient les homosexuels.

**« L'HOMOPHOBIE AU CAMEROUN
S'APPARENTE À UNE STRATÉGIE
DE DÉTOURNEMENT : DÉSIGNER DES
BOUCS ÉMISSAIRES CONFORTABLES »**

Le cercle est vicieux, car cette défiance des Camerounais à l'égard des homosexuels empêche l'émergence de structures ou d'associations pour les défendre. Exception notable dans ce paysage tourmenté, Maître Alice Nkom, avocate au barreau de Douala, la capitale économique du pays. Elle arpente les routes du Cameroun et du monde, martelant cette évidence : « Les droits des minorités sexuelles font partie intégrante des droits de l'Homme ». Elle est une des seules à affirmer haut et fort que le Cameroun ne respecte pas les conventions des Nations unies, qu'il a pourtant ratifiées, et bafoue quotidiennement les droits humains. Elle relate les cas d'arrestations arbitraires de jeunes gens portant dans leur poche des préservatifs, du gel ou ayant une apparence



trop féminine. Suffisamment de raisons aux yeux des autorités pour justifier leur arrestation, quand bien même l'article 347bis, pénalisant l'homosexualité de cinq ans de prison, condamne les rapports sexuels entre personnes de même sexe et non une « identité homosexuelle » supposée. Les gays étant assimilés à une « menace sociale », toute demande de mise en liberté avant ou pendant un procès est systématiquement refusée. Maître Nkom s'expose et expose les siens, car elle croit en la justice et en la justesse de son combat. Régulièrement menacée de mort mais toujours optimiste, elle considère que « d'une façon ou d'une autre, le Cameroun sera un jour amené à changer la loi ».

Une homophobie qui fait le lit du sida

Autre figure de la lutte pour la reconnaissance des droits des minorités, Yves Yomb et son association Alternatives Cameroun. Lui se bat notamment pour que les gays aient enfin accès aux services de santé sans être discriminés, dans un pays où l'épidémie de sida est une des plus virulentes de toute l'Afrique centrale¹. Là où la délation devient un sport national, ils sont condamnés à se cacher. Dans ces conditions, fréquenter des structures de prévention ou de dépistage est un risque trop grand : immédiatement soupçonnés d'homosexualité, ils se retrouveraient en difficulté avec la justice. Résultat, une explosion des contaminations : à Yaoundé, 44% des homosexuels sont infectés par le VIH. Or comme le constate Yves Yomb, « la meilleure façon pour un gay de se cacher est de se marier, car la société, la famille et l'entourage sont alors tranquilisés, les apparences sont sauvées et tout rentre dans l'ordre ». Ainsi, 72% d'entre eux déclarent avoir eu au moins une relation sexuelle avec une femme au cours de l'année passée. « La stigmatisation d'une population déjà vulnérable revient à conduire la population générale à une contamination certaine », conclut-il.

Le Cameroun n'est pas un cas isolé en Afrique. Cette négation de la dignité humaine sévit en Ouganda, en Zambie, au Libéria et dans près de 40 États, allant parfois jusqu'à la condamnation à mort. Le chemin pourrait être encore long avant que les minorités sexuelles ne soient reconnues et acceptées. C'est pourtant le seul chemin qui permettra de mettre un terme à l'épidémie de sida.

Article publié dans *Altermondes*, n°30, juin 2012.

1/ 5% de taux de prévalence du VIH/sida au Cameroun (source : ONUSIDA)



Découvrez Altermondes,

la revue trimestrielle qui
donne la parole aux
acteurs de la solidarité
internationale, au Nord
comme au Sud.

www.altermondes.org

Colombie « Nous n'accepterons pas le statu quo »

CÉLINE BOILEAU
Alterasia – www.alterasia.org

Entre 2002 et 2010, le DAS, principal service de renseignement colombien, a mené des actions d'espionnage et menacé des membres de la société civile colombienne trop critiques envers l'administration Uribe. Une procédure a été ouverte devant le Congrès colombien. Entretien avec Luis Guillermo Pérez Casas du Collectif d'avocats José Alvear Restrepo (CCAJAR).

À quoi se réfère le scandale des « chuzadas », les écoutes illégales ?

Au nom de sa politique de « sécurité démocratique », le gouvernement d'Uribe¹ a organisé des écoutes et la persécution de juges, de journalistes, d'opposants politiques et d'ONG colombiennes, notamment le CCAJAR. Il avait pour objectif de détruire nos organisations. Le Département administratif de sécurité (DAS) a monté une véritable opération d'espionnage, l'*Opération Transmilenio*. Il a intercepté toutes nos communications, suivi tous nos déplacements, enquêté sur nos proches et sur nos finances. Pour nous discréditer auprès de nos donateurs étrangers, il a prétendu que le CCAJAR faisait partie de la structure diplomatique des FARC². Il a même fabriqué de fausses preuves pour nous poursuivre en justice.

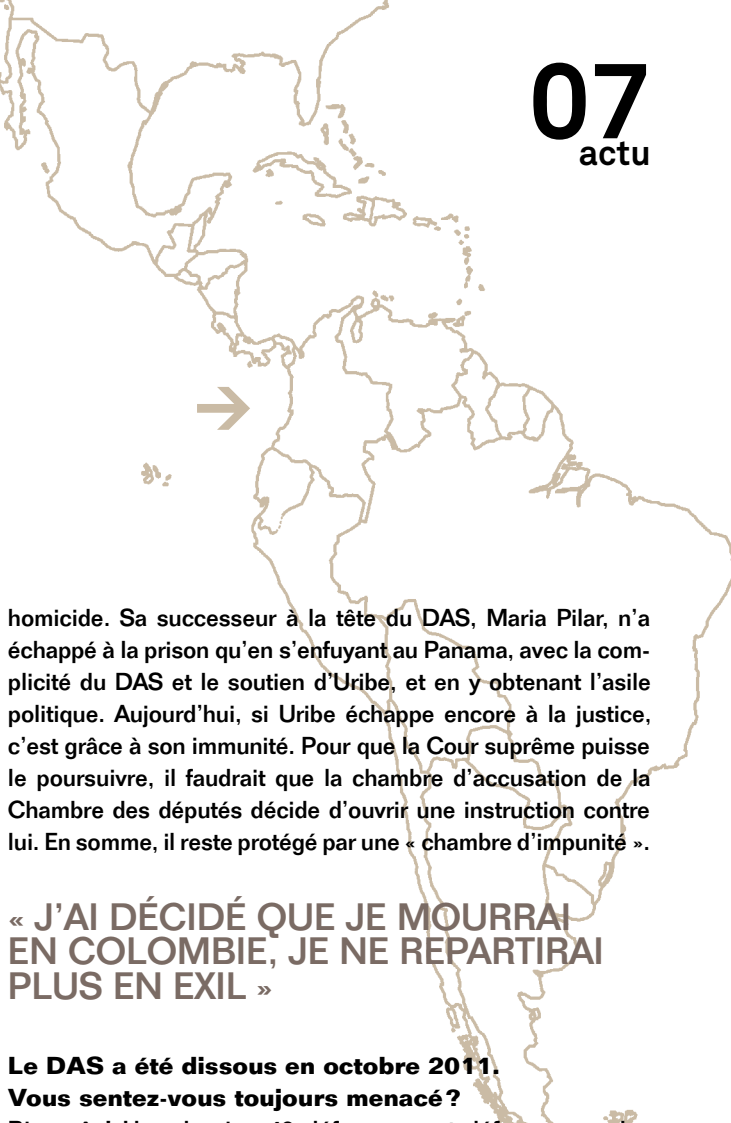
Pourquoi le DAS s'en est-il pris à vous personnellement ?

Parce que j'ai été avocat dans de nombreux cas très sensibles, notamment celui du massacre de Mapiripán³, qui a impliqué directement des hauts responsables militaires. Les menaces dont j'ai été victime dans le contexte de ce dossier m'ont obligé à quitter la Colombie. À partir de là, j'ai été très suivi par le DAS. À la veille d'une importante réunion auprès du Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale, où nous allions remettre une importante communication sur les crimes contre l'humanité commis en Colombie, ma maison a été cambriolée, mon ordinateur et mon disque dur ont été volés. De nombreux indices indiquent que ce n'était pas un simple vol mais une mise en garde. J'ai porté plainte auprès de la police belge pour ce cambriolage et à la suite de cette plainte le juge d'instruction a demandé une commission rogatoire internationale auprès de la justice colombienne (*voir encadré*). Celle-ci n'a toujours pas accepté ladite commission. Il y a pourtant de nombreuses preuves qui semblent indiquer que le DAS a également agi en Europe.

Quelles ont été les conséquences judiciaires de cette affaire ?

Malgré les pressions politiques sur les juges, plus d'une cinquantaine de policiers du DAS ont été poursuivis. Même s'ils n'ont jamais voulu dénoncer leurs donneurs d'ordre par crainte de représailles, certains ont avoué leur culpabilité et beaucoup ont été condamnés. Jorge Noguera, directeur du DAS et proche d'Uribe, qui se disait « prêt à mettre sa main au feu qu'il était innocent », a été condamné pour





homicide. Sa successeur à la tête du DAS, Maria Pilar, n'a échappé à la prison qu'en s'enfuyant au Panama, avec la complicité du DAS et le soutien d'Uribe, et en y obtenant l'asile politique. Aujourd'hui, si Uribe échappe encore à la justice, c'est grâce à son immunité. Pour que la Cour suprême puisse le poursuivre, il faudrait que la chambre d'accusation de la Chambre des députés décide d'ouvrir une instruction contre lui. En somme, il reste protégé par une « chambre d'impunité ».

« J'AI DÉCIDÉ QUE JE MOURRAI EN COLOMBIE, JE NE REPARTIRAI PLUS EN EXIL »

Le DAS a été dissous en octobre 2011.

Vous sentez-vous toujours menacé ?

Bien sûr ! L'an dernier, 49 défenseurs et défenseuses des droits humains ont été assassinés en Colombie. La Commission interaméricaine des droits de l'Homme, elle-même, a dû exiger que cinq magistrats de la Cour constitutionnelle reçoivent une protection policière ! J'ai décidé que je mourrai en Colombie, je ne repartirai plus en exil. Nous accepterons la prison s'ils arrivent à nous faire condamner, nous accepterons même la mort s'il le faut ; mais nous n'accepterons pas que des crimes restent impunis, nous n'accepterons pas le *statu quo*.

Article publié dans Altermondes, n°30, juin 2012.

1/ Álvaro Uribe Vélez, né en 1952 à Medellín, a été président de la République de Colombie de 2002 à 2010. 2/ Forces armées révolutionnaires de Colombie, guérilla communiste active depuis 1964. 3/ Massacre commis en 1997 par des paramilitaires avec la complicité de l'armée colombienne et qui a fait au moins une cinquantaine de morts.

Plainte en Belgique

Les opérations d'espionnage du DAS ont dépassé les frontières de la Colombie. En mai 2010, la presse a révélé que de telles opérations avaient également été menées en Europe contre des militants des droits humains, des députés européens et des représentants d'ONG et de syndicats. En décembre 2010, six organisations ayant leur siège en Belgique (Broederlijk Delen, Oxfam-Solidarité, la Fédération internationale des droits de l'homme, le CNCD-11.11.11, Oidhaco, et le CIFCA) et deux personnes physiques, toutes victimes des actions illégales du DAS, ont déposé plainte auprès du juge d'instruction du tribunal de première instance de Bruxelles. Depuis lors, l'enquête est en cours. Le juge d'instruction a introduit une demande de commission rogatoire il y a plus d'un an. Les autorités belges ont mis du temps à la transmettre aux autorités colombiennes qui, elles, n'ont toujours pas répondu. À suivre... (F.L.)



La Semo, Hotton
6 au 8 juillet

Woodscout, Hotton
23 & 24 juillet

La petite foire, Libramont
28 juillet

Esperanzah!, Floreffe
3 au 5 août

Fêtes médiévales, Remouchamps
18 août

Théâtres Nomades, Bruxelles
23 au 26 août

Harby Farm Festival, Harby
7 & 8 septembre

Tempo Color, Liège
21 & 22 septembre

Jyvazik, Walhain
21 & 22 septembre

Près de chez vous et partout ailleurs
22 & 23 septembre

☹️
**SING
FOR THE
CLIMATE**
**22 & 23
septembre**

www.singfortheclimate.com

**The
Big Ask
Once
More** 

 **Coalition
Climat**

 **11.11.11**
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

ANTONIO GAMBINI
Chargé de recherche, CNCD-11.11.11

Échapper au fisc en un seul clic !

Savez-vous que pour 560 dollars, vous pouvez acquérir une société fictive aux Seychelles et participer au grand jeu de l'évasion fiscale ? On vous explique.

En 2009, le G20 lançait une vaste offensive contre les paradis fiscaux et leurs pratiques peu scrupuleuses. L'ancien président Sarkozy annonçait même à l'époque la fin du secret bancaire et des paradis fiscaux. Trois ans plus tard, qu'en est-il ? En se basant sur des données incontestables de la Banque des règlements internationaux, deux universitaires, Niels Johannesen et Gabriel Zucman¹, ont choisi d'analyser les faits, en l'occurrence les masses financières déposées dans les centres financiers *offshore*. Dans leur étude, ils observent que les sommes déposées sur les comptes bancaires dans les paradis fiscaux n'ont guère évolué depuis 2007. Au total, le montant reste à environ 2,7 milliers de milliards de dollars (ou trillions, comme disent les Anglo-Saxons). Le constat est donc sans appel, la supposée guerre lancée par le G20 s'est achevée par la victoire des paradis fiscaux !

Sociétés bidon

Un récent article de *The Economist*² a mis en valeur une industrie florissante dans les paradis fiscaux : celle de la fabrication de sociétés. Ce secteur comprend des grossistes, qui créent des centaines de sociétés en vrac, et des détaillants (cabinets comptables ou d'avocats, sociétés de vente sur internet), qui montent des sociétés spécialement adaptées aux besoins des clients ou qui leur revendent certaines créées par les grossistes. On peut acheter une société en un seul jour, voire par un simple clic, car la vente se fait également *online*. Ainsi, pour une somme modique (de l'ordre de 560 dollars), vous pouvez acquérir une société aux Seychelles dotée d'une adresse, d'un compte bancaire, d'un conseil d'administration (composé d'hommes de paille professionnels ou d'avocats spécialisés), d'un régime fiscal à 0% et vous n'avez pas l'obligation de publier la composition de l'actionnariat, du CA ni même de comptes annuels.

Détail piquant et près de chez nous : avant la crise, le groupe Fortis possédait une telle usine à sociétés bidon, nommée *Intertrust*. En 2009, après le sauvetage, le gouvernement des Pays-Bas s'est empressé de la revendre à un groupe privé vu l'urgence de se débarrasser de cette filiale profitable mais quelque peu embarrassante.

16 sociétés pour un habitant

Intertrust est localisée dans les îles Vierges britanniques qui vivent un boom dans la création d'entreprises : 59.000 nouvelles sociétés y ont été montées en 2010, pour un total de 457.000 en activité en septembre 2011. Ces îles ne comptant que 28.000 habitants, il y a donc seize sociétés pour un habitant.

Le succès des îles Vierges britanniques sert d'ailleurs de modèle. Les Bahamas ont décidé de copier mot pour mot leur législation, y compris les fautes de frappe...

Mais la compétition fiscale qu'ils imposent à la planète n'épargne pas les paradis fiscaux. Quand les îles Bahamas ont décidé d'augmenter quelque peu les modestes droits d'enregistrement des nouvelles sociétés, les Samoa en ont profité pour changer leur propre législation en moins de trois semaines afin d'attirer les sociétés souhaitant se délocaliser.

Certains prétendent que la plupart de ces sociétés ne servent pas à frauder massivement le fisc, blanchir l'argent du crime, financer le terrorisme ou échapper aux contrôles prudentiels sur les activités financières (banques, assurances). Mais si l'objectif de la création d'une société *offshore* est parfaitement légitime, pourquoi alors chercher le secret et l'anonymat d'une société bidon ?

Rappelons tout de même que toutes ces fantaisies fiscales ont un coût supporté par les citoyens. Au Sud, l'évasion fiscale implique une fuite des capitaux qui réduit sensiblement les marges de manœuvre budgétaires. Raymond Baker, de *Global Financial Integrity*, estimait en 2005 que pour chaque dollar d'aide publique au développement, près de 10 dollars quittaient les pays en développement suite à la fuite des capitaux. Depuis lors, cette fuite a augmenté au même rythme que l'aide, ce qui a pérennisé ce rapport de un à dix aux dépens des pays en développement.

1/ N. Johannesen & G. Zucman, The End of Bank Secrecy? An Evaluation of the G20 Tax Haven Crackdown, Ecole d'économie de Paris, janvier 2012. 2/ Shells and shelves, *The Economist*, 7 avril 2012.

10
dossier



À Esperanzah! pour la justice climatique

Du 3 au 5 août, le festival de « musiques du monde » Esperanzah! reprend ses quartiers à l'abbaye de Floreffe. On vous y attend dans le « village de la justice climatique ». Au programme : salon du greenwashing, climatoscope, exposition de dessins de Pierre Kroll, scène « Sing for the climate » et de nombreuses autres animations.

GROUNDATION
XAVIER RUDD
CARAVAN PA
COCOROSIE
EL GUSTO
CRYSTAL FIG
BALKAN BEA
YOUSSEPH
ROBERTO FO
STAFF BENDA BIL
MOLOTOV - MISTEU
WINSTON MCANUF
TRA - EME
TOIBE - IM
HO -
- LA
MARLENE DORCEN
PART
HEAVY
FEH. SARAI

N
D
PLACEGHTERS
AT BOX
A
NSECALI - BONGA
R VALAIRE
F & THE BAZBAZ
L MATHLOUTHI
IANY
VA FAN FAHRE
CHIVA GANTIVA
IA - UMANY WITH
& DJ VADIM
H BRAVO

De la grosse machine à sous bien rôdée à la petite scène sur la place communale d'un village, les festivals de musique, toujours plus nombreux, rythment la saison estivale dans les moindres recoins du pays. Mais si la concurrence fait rage, certains festivals se distinguent par leur identité. C'est le cas d'Esperanzah! qui continue, après 11 années d'existence, à s'affirmer comme un festival atypique dans le paysage belge.

Cohérence

Esperanzah!, c'est bien sûr une programmation axée sur la découverte de projets artistiques. C'est aussi un cadre majestueux, celui de l'abbaye de Floreffe, dans le Namurois, qui contribue à son ambiance bon enfant et festive. C'est encore une approche moins commerciale et de la publicité contrôlée. Mais c'est également la

« LE DIMANCHE 5 AOÛT, LE CNCD-11.11.11 LANCERA SUR SCÈNE LA DEUXIÈME ANNÉE DE SA CAMPAGNE POUR LA « JUSTICE CLIMATIQUE ».

constante recherche d'une plus grande cohérence en inscrivant ses actions dans le cadre du développement durable en matières économique (mise en vente de produits issus de la filière courte et/ou du commerce équitable, partenariats commerciaux reposant sur des critères éthiques),

sociale (circulation et mobilité des personnes à mobilité réduite, festivals enfants admis, action de prévention du sida) et environnementale (réduction des déchets, tris et recyclage, toilettes sèches, responsabilisation du festivalier).

Relooking

L'édition 2012 amène son lot de changements. Le plus visible, c'est le look avec « une ligne graphique plus actuelle ». « Une manière de montrer qu'après 10 ans, on est toujours là », explique son directeur Jean-Yves Laffineur. « C'est un festival en mouvement, en phase avec le monde d'aujourd'hui ». Autre évolution, sa ligne de conduite en matière de programmation qui se veut plus ouverte et plus attentive aux sons « actuels ». Les organisateurs accordent aussi cette année une place plus grande aux arts de la rue avec « un cocktail époustouflant de fanfarons, créateurs, acrobates, jongleurs marionnettes et savants-fous ». Ce lot de nouveautés n'empêche pas Esperanzah! de rester fidèle à ses valeurs et de s'affirmer encore et toujours comme l'événement musical le plus engagé de l'été.

Bienvenue au village

Comme dans le passé, le festival et le CNCD-11.11.11 s'allient autour de la campagne 11.11.11 pour sensibiliser le public présent. Le thème : la « justice climatique », un défi d'actualité – un mois après le Sommet de la Terre RIO+20 – et urgent comme nous le rappellent les rapports inquiétants et même alarmistes qui sortent à longueur d'années. Ainsi, rien qu'en 2011, nous avons consommé l'équivalent d'1,5 planète, 20% de la population s'accaparrant plus de 80% des richesses de la planète.

Au « village de la Justice climatique », les festivaliers seront invités à la réflexion... et à l'action. Au travers de différentes activités, par une exposition de caricatures de Pierre Kroll, par des témoignages de victimes des changements climatiques au Sud, par un jeu « le climatoscope », par une scène « Sing for the climate » ou encore par le délirant « salon du greenwashing », le public sera sensibilisé à l'urgence d'agir ici et maintenant. Événement incontournable de cette édition : le dimanche 5 août à 19h15, le CNCD-11.11.11 lancera officiellement sur scène la deuxième année de sa campagne pour la « justice climatique ». Un beau spectacle sonore et visuel en perspective.





« Je ne peux pas vivre dans ce monde sans dire les choses »

JULIEN TRUDDAÏU
producteur et animateur radio

Le dimanche 5 août, la chanteuse belgo-haïtienne Marlène Dorcéna retrouvera la scène d'Esperanzah pour partager avec le public son nouveau projet musical et son engagement. Rencontre avec celle qui est devenue la marraine du CNCD-11.11.11.

Quel souvenir gardez-vous de votre premier passage à Esperanzah ?

C'était la première fois que je faisais une grande scène en Belgique. Suite à ce concert, beaucoup de portes se sont ouvertes. Ce premier passage a été très bénéfique et même inoubliable. Cette année, c'est avec beaucoup d'émotion et de joie que j'y présenterai mon nouveau projet.

Pensez-vous que le festival ait changé depuis ?

J'y suis retourné en tant que festivalière et en tant que participante avec d'autres projets. Je ne sais pas si ça a changé mais je peux vous dire que le public s'est beaucoup élargi. Si le festival a changé, ce n'est que dans le bon sens.

On vous décrit souvent comme une artiste engagée.

Personnellement, je n'utilise jamais ce mot-là. J'ai l'impression que chacun

d'entre nous a une mission à remplir pendant son existence. Je ne peux pas vivre dans ce monde sans apporter quelque chose, sans dire les choses. La musique est un moyen d'expression. Je ne sais pas si je suis engagée. Je suis simplement quelqu'un d'entière. J'essaie de faire passer mes émotions, tout ce que je ressens sur le plan professionnel et familial. C'est donc très naturel pour moi. Je vis avec mes convictions.

Parmi ces convictions, vous avez participé à un spot du CNCD-11.11.11. Pourquoi ?

Je suis quelqu'un qui est toujours en harmonie avec la nature. Je viens d'une famille de paysans haïtiens. J'exprime ce que je pense à travers mes chansons. C'était donc un très grand privilège pour moi de collaborer avec le CNCD-11.11.11. Il y a tellement de choses inéquitables dans ce monde qui me tracassent et me bouleversent.

Pouvez-vous nous en dire plus sur votre dernier album ?

Il parle d'Haïti et de mes dix dernières années de voyage en musique. La plupart des chansons ont été écrites dans un avion, un train ou une chambre d'hôtel. Je trouvais que c'était important de mettre tout cela sur papier et de partager ces expériences avec mon public. J'ai fait aussi beaucoup de recherche au niveau des sonorités. Des musiciens venus d'horizons différents ont collaboré à cet album.

C'est un album très tourné vers Haïti dont on entend de moins en moins parler. Vous y êtes retournée depuis le tremblement de terre de janvier 2010 ?



© Aurélien Vanquaethem

13
dossier

Oui, trois fois. J'avais des projets là-bas et je voulais aller sur place pour mieux comprendre le contexte. La planète entière s'est mobilisée pour Haïti et les gens dorment toujours dans des camps, sous des tentes et cela depuis deux ans maintenant. Pour moi, c'est insoutenable. À chaque fois que je reviens, je fais un rapport pour mettre au courant les gens de ce que j'y ai fait et tout le monde me demande : « Alors, ça va mieux ? On n'en entend plus parler ». Je leur réponds que non, pas du tout. Ce n'est pas parce qu'on n'entend plus parler d'Haïti que ça va mieux. Au contraire !

Qu'est-ce qu'il faudrait faire pour accélérer les choses ?

Bill Clinton, qui est mandaté pour la gestion des fonds, a déclaré qu'il fallait un gouvernement pour que ces fonds soient débloqués. On a organisé des élections, il y a maintenant un président et un gouvernement et rien n'a bougé ! Il est grand temps que les gens comprennent que la situation d'Haïti ne doit pas rester entre les mains des grandes puissances. Pour accompagner un peuple, il faut tenir compte de la réalité dans laquelle il vit. Comme disait l'écrivain canadien d'origine haïtienne Dany Laferrière, « c'est la culture qui sauvera ce pays ».

« CE N'EST PAS PARCE QU'ON N'ENTEND PLUS PARLER D'HAÏTI QUE ÇA VA MIEUX. AU CONTRAIRE ! »

Justement, on entend assez peu les artistes restés là-bas.

Quel est l'état de la culture haïtienne aujourd'hui ?

Malgré tout, nous avons un pays très riche culturellement. Mais selon moi, il manque une espèce de solidarité entre les artistes et au niveau de la diaspora. Je constate que tout le monde essaie de construire son petit projet dans son coin. Il serait grand temps de s'organiser au niveau international pour mettre en valeur les talents d'Haïti. J'ai l'impression que les Haïtiens deviennent otages dans leur propre pays. J'en ai ras-le-bol de parler de la misère et la souffrance d'Haïti. Ce pays est indépendant depuis plus de 200 ans et de le voir aujourd'hui dans cette impasse me révolte.

Vous êtes maintenant installée en Belgique depuis quelques temps, quel regard vous portez sur ces années passées ici ?

Même si j'estime que nous ne sommes jamais libres à 100 %, j'ai une liberté qui me permet de voyager, de rencontrer du monde, de lutter pour mon pays ou pour d'autres. Cette liberté, je l'ai trouvée en Belgique. C'est devenu mon deuxième pays. Ce serait très difficile de faire un choix car je me sens pleinement liée. Quand je vais en Haïti, on m'appelle « la Belge ». Pourquoi ? Car quand j'ai rendez-vous à 8h avec un Haïtien et qu'il n'est pas là à 8h05, je commence à paniquer. Et s'il n'est pas là à 8h15, je me fâche ! (*iries*). J'ai créé beaucoup de liens ici et ce pays, je l'adore.



Marlène Dorcéna nous fait voyager

Marlène Dorcéna chante avec douceur et conviction l'âme, les couleurs et sa terre natale, Haïti. Mélancolique, généreuse, entraînant, la voix de Marlène nous berce avec le parfum des mélodies créoles. Dans son nouvel album « Voyages » les chansons de Marlène dévoilent mélodieusement ses rencontres, sa passion musicale et son île. « C'est un pays magnifique et je ne veux pas que l'on oublie. Haïti doit vivre, Haïti doit survivre ». Après avoir participé à la première édition du festival Esperanzah! en 2002, Marlène Dorcéna y revient toujours avec la même force et la même espérance. « Je lutte, je résiste et j'espère ! » nous souffle notre perle haïtienne.

Si la musique numérique a le vent en poupe, acheter le support vaut parfois la peine comme le démontre l'album de Marlène Dorcéna illustré avec talent par Aurélien Vanquaethem

<http://gallery.thecreatorsproject.com/aurelienvanquaethem>



À découvrir ou redécouvrir...

Cette année encore, l'Abbaye de Floreffe s'offre une programmation métissée avec une brochette d'artistes aussi révolutionnaires que talentueux. Nous vous en présentons certains de manière décalée.



Caravane Palace

Naissance : 2005.

Nationalité : française.

Signes distinctifs : électro-swing, un aller-retour entre Django Reinhardt et Daft Punk.

Anecdote : le groupe s'est amusé à parodier le portrait officiel du nouveau président français photographié par Depardon. François Hollande tient le dernier album du groupe dans sa main droite, tandis que le ciel bleu de la photo originale laisse place à une ville des années 50 survolée par plusieurs soucoupes volantes.

Dans les oreilles : « 12 juin 3049 » issu du dernier album « Panic » : un vieux disque des années folles en orbite spatial.



Balkan Beat Box

Naissance : 2006.

Nationalité : israélienne.

Signes distinctifs : cocktail furieux de musiques traditionnelles du Moyen-Orient et du bassin méditerranéen.

Anecdote : pour enregistrer leur dernier opus, les trois piliers et fondateurs du groupe se sont enfermés dans un studio pendant trois mois, redécouvrant pour l'occasion des claviers analogiques et autres instruments « vintages ». Habités aux collaborations multiples sur leur opus précédent, « Give » semble être le plus personnel des albums du groupe.

Dans les oreilles : « Part of the Glory », le morceau certainement le plus politique du groupe (qui ne passe d'ailleurs que très peu sur les ondes). Le clip montre des émigrés ghanéens travaillant à Tel-Aviv : « Trop de gens sont ignorés, vivant dans l'ombre de la société – comme dans toute ville métropolitaine – et ils ne sont pas considérés comme une partie intégrante de la société. Je pense que le rythme et le message de la chanson parlent aux personnes concernées, en marge. Même si « Part of The Glory » contient toujours cette atmosphère, cette vibration global beat, global bass, nous essayons d'écrire de vraies chansons, du contenu. » (Mondomix – 26/04/12)

Bonga

Naissance : 1943.

Nationalité : angolaise.

Signes distinctifs : entre saudade, blues et rumba lusophone.

Anecdote : originaire de Luanda (capitale de l'Angola), le chanteur Bonga faisait partie de l'équipe d'athlétisme du Portugal avant de basculer dans la musique. Il remporta un 400 mètres lors d'un championnat national dans les années 60, avant de s'exiler rapidement aux Pays-Bas.

Dans les oreilles : « Cenas de Gaby », issu du nouvel album de Nicolas Repac « Black Box », est un mélange de jazz-blues, laissant la place à la voix rauque et douce du chanteur angolais.





Winston Mc Anuff & The Bazbaz Orchestra

Naissance : 2006.

Nationalité : jamaïcaine et française.

Signes distinctifs : rock-électro-funk le tout mâtiné de reggae.

Anecdote : il aura fallu six ans pour que le deuxième opus de l'auteur-compositeur français Camille Bazbaz et le chanteur jamaïcain Mc Anuff sorte. Deux aller-retour entre Paris et la Jamaïque. L'album a été co-produit par Yarol Poupaud (ex-guitariste de FFF) et le duo jamaïcain Sly & Robbie.

Dans les oreilles : « Mary Mary » ou comment utiliser la voix d'un jamaïcain pour en faire un titre soul-funky.



Groundation

Naissance : 1998.

Nationalité : nord-américaine.

Signes distinctifs : roots reggae (catégorie spirituelle de la musique jamaïcaine).

Anecdote : treize ans après la formation du groupe, Harrison Stafford, leader de Groundation part découvrir la Palestine. Durant son voyage, il rencontre Palestiniens, Israéliens et ultra-orthodoxes, puis rentre aux USA en confiant n'avoir vu « aucune lumière et aucun espoir ». De son carnet de route naissent des chansons. Il convoque alors quelques musiciens jamaïcains et de culture rastafarienne et crée le groupe éphémère

« Professor ». Avec ce projet, Stafford a voulu prouver à un poète palestinien croisé là-bas « que le rastafarisme est plus qu'une vision sioniste ».

Dans les oreilles : « Be that way » issu du dernier opus du groupe. Accents funky et soul rares pour le groupe reggae.



CocoRosie

Naissance : 2003.

Nationalité : nord-américaine.

Signes distinctifs : deux sœurs qui ont inventé la formule : classique + hip-hop + pop + folk = CocoRosie.

Anecdote : un groupe fruit du hasard. Les deux sœurs ont été élevées en Arizona dans la plus grande tradition amérindienne. Séparée à leur adolescence, elles se perdent de vue jusqu'en 2003 quand elles se retrouvent fortuitement... à Paris !

Dans les oreilles : « Coconuts » entre électro tranquille et musique asiatique, le tout dans un minimalisme à faire pâlir un Charlie Oleg !



Photos fournies par Esperanzah

16
citoyen,
citoyenne



©Titom 2012

L'utilisation à grande échelle d'agrocarburants peut-elle répondre à la nécessaire transition vers un autre modèle énergétique ? Le 18 juin dernier, des associations ont mené une action ludique dans des stations service pour sensibiliser les automobilistes.

Un (tout petit) verre d'agrocarburant ça va ! Trois verres, bonjour les dégâts !

Les changements climatiques, dont les conséquences frappent déjà les plus vulnérables, et la perspective de l'épuisement des ressources fossiles nous obligent à réviser en profondeur notre modèle de consommation énergétique. L'utilisation à grande échelle d'agrocarburants contribuera-t-elle à répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et d'accès à l'énergie ? Quelle devrait être la place de ces agrocarburants dans la transition énergétique qui s'impose ?

4% dans nos réservoirs

La directive « énergies renouvelables » de l'Union européenne (UE) oblige les 27 États membres à incorporer 10% d'énergies renouvelables dans le carburant de transport en 2020. Dans la pratique, cet objectif sera atteint à 90% à travers l'utilisation d'agrocarburants.

En 2010, chaque Belge a consommé en moyenne près de 1.000 litres de carburant, dont 40 d'agrocarburants. Ce chiffre devrait doubler d'ici 2020 si les politiques prévues sont mises en oeuvre. Pour produire ces 4% d'agrocarburants dans nos réservoirs, il a fallu 760.000 tonnes d'huile végétale, de céréales et de betteraves, ce qui équivaut à 18% des terres agricoles ou 32% des terres arables de la Belgique.

Notre pays compte produire une partie des agrocarburants sur son sol, mais en moyenne, les États européens prévoient d'importer 50% des agrocarburants en provenance de pays en dehors de l'UE. Avant même d'en produire, l'UE importe déjà beaucoup plus de nourriture qu'elle n'en exporte. Nous dépendons de surfaces agricoles très importantes dans les pays du Sud utilisées pour produire du soja, des fruits, des légumes, des huiles, etc.

Dix idées reçues

C'est ce message qu'ont voulu faire passer de manière ludique des activistes le 18 juin dernier à Bruxelles. Une brigade de douane volante accompagnée de techniciens armés

d'« agrotesteurs » s'est invitée dans trois stations service pour vérifier le contenu en agrocarburants des réservoirs des véhicules de passage. Pour sensibiliser les automobilistes, les « douaniers » ont distribué un document illustré par le talentueux dessinateur Titom répondant à dix idées reçues sur

« EN 2010, CHAQUE BELGE A CONSOMMÉ EN MOYENNE PRÈS DE 1.000 LITRES DE CARBURANT, DONT 40 D'AGROCARBURANTS. »

les agrocarburants. Rouler aux biocarburants, est-ce rouler bio ? Les agrocarburants permettent-ils de lutter contre le réchauffement climatique ? Diminuent-ils notre dépendance au pétrole ? N'ont-ils pas d'impacts négatifs sur les populations pauvres du Sud ? Créent-ils de nombreux emplois verts ? Tous les agrocarburants sont-ils à proscrire ? Etcétera.

Découvrez cette brochure illustrée et argumentée et des photos de l'action sur www.cncd.be et www.pfsa.be



An illustration at the top of the page features several white wheat stalks on the left and right, and a central flower with a green stem and five large, colorful petals in shades of yellow, orange, red, and blue. The background is a solid dark green.

Libramont Petite foire pour une autre agriculture

Le 28 juillet, près d'une trentaine d'associations organisent à Libramont une « petite foire » en marge de la « grande » pour promouvoir une autre agriculture.

L'agrobusiness et l'agroindustrie ne sont pas les modèles dont nous rêvons... et ce ne sont pas ces modèles-là qui seront à même d'apporter les meilleures réponses aux problèmes de demain.

Aujourd'hui, le petit agriculteur, tant au Nord qu'au Sud, est étranglé par les banques, les grands semenciers, les fabricants d'OGM, d'engrais chimiques, de pesticides, les marchands de machines agricoles toujours plus grosses, plus sophistiquées, plus chères... Et beaucoup de nos dirigeants n'ont plus d'yeux que pour l'agriculture industrielle.

À l'autre bout de la chaîne, le consommateur se voit imposer une nourriture toujours plus pauvre, plus standardisée, plus industrialisée. Et la diversité culturelle est mise en danger par l'uniformisation des habitudes de consommation à l'échelle planétaire. Mais aujourd'hui aussi, de plus en plus de citoyens refusent de se soumettre à cette toute-puissante pensée unique des grandes sociétés, des banques et de l'agrobusiness. De plus en plus d'agriculteurs et de consommateurs souhaitent retrouver une échelle plus humaine, qui soit vraiment respectueuse des rythmes naturels de production et de vie, qui n'écrase pas toujours plus l'Homme sous le poids du profit à tout prix.

Face aux grands défis que nous devons relever demain, pour une agriculture éthique et durable, pour une agriculture paysanne des petits producteurs, pour une alternative à la toute-puissance de l'argent, le samedi 28 juillet, un rendez-vous différent, décroissant, militant, festif, et ludique est fixé à « La Petite Foire à Libramont », parc d'activités de Flohimont. Au programme : marché fermier, stands de producteurs, animations des associations, films, débats, conférences, interpellations, émissions de radio, bar bio-équitable, repas circuits courts, slow food, théâtre, grimage, spectacles de contes, slam, concerts,...

Petite foire contre grande foire ?

En juillet 2010, à la veille de la célèbre foire annuelle de Libramont, 23 associations lançaient un appel dénonçant l'orientation de son conseil d'administration qui entretient « le mythe selon lequel l'agriculture industrielle serait l'agriculture de demain, c'est-à-dire la seule forme de production capable d'assurer l'alimentation de plus de six milliards d'êtres humains. » Un mythe entretenu, selon le texte publié dans La Libre, « en privilégiant les industriels de la mécanisation à outrance, le lobby pétrochimique des fertilisants et des pesticides ainsi que les agents du grand commerce mondial. » En 2011, ces associations décidaient d'organiser une autre foire, alternative, pour une agriculture éthique et paysanne. Environ 400 personnes y participèrent. Cette année, elles remettent le couvert et entendent doubler l'assistance grâce à un programme riche et varié.

Programme complet sur
www.cncd.be/petitefoire



18
projet 11.11.11

© ACDA



Où ?

Tisco, Sud du Pérou

Contexte

Dans le Sud du Pérou, par manque de formation et d'organisation, les éleveurs d'alpagas éprouvent des difficultés à vendre à un prix décent leur production de fibre de laine pour améliorer leur quotidien.

Qui ?

Belgique : ACDA - Action et Coopération pour le Développement dans les Andes (Pérou)

www.acda-peru.org

Pérou : IADES

Quoi ?

Amélioration des chaînes productives d'élevage à Arequipa

Soutenir 11.11.11

N° de compte : BE33 0001 7032 6946

BIC : BPOTBEB1

au nom du CNCD-11.11.1

9, Quai du Commerce

1000 Bruxelles



Le CNCD-11.11.11
adhère au Code éthique
de l'AERF

www.vef-aerf.be



La laine d'alpaga à un prix décent

Fibre de haut de gamme, plus douce, plus chaude, plus résistante et plus légère que celle de mouton, la laine d'alpaga vient essentiellement du Pérou où les petits éleveurs éprouvent de grandes difficultés à vendre à bon prix ce qu'ils produisent.



OLIVIER LECLERCQ, ACDA
STÉPHANE COMPÈRE, CNCD-11.11.11

Depuis Arequipa, la principale ville du Sud du Pérou, il faut cinq heures de voiture sur des chemins parfois escarpés pour rejoindre le village de Tisco. Nous sommes à plus de 4.200 mètres d'altitude. Dans cette zone andine, rien ne pousse hormis quelques plantes que seuls les animaux emblématiques de la région, les lamas et les alpagas, peuvent consommer.

C'est dans la petite commune de Tisco que, depuis plusieurs années, l'ONG belge ACDA et l'organisation péruvienne IADES conjuguent leurs efforts pour venir en soutien aux petits éleveurs d'alpagas qui, isolés des villes, souffrent notamment de malnutrition et d'un manque d'accès à l'eau. Le projet, soutenu par l'Opération 11.11.11, touche 60 familles d'éleveurs qui ne percevaient que 455€ par an de la commercialisation de la fibre de laine d'alpagas. Pour améliorer leurs conditions de vie, le programme vise à augmenter, d'une part, les rendements de production d'élevage, la qualité de la fibre, la commercialisation et, d'autre part, à renforcer l'organisation des producteurs en vue de défendre leurs intérêts.

Rapport de forces déséquilibré

Le Pérou possède près de 90% de la population mondiale d'alpagas. Leur élevage permet d'occuper environ 120.000 familles dont 80% sont de petits éleveurs (entre 20 et 100 têtes de bétails) qui fournissent à eux seuls 85% de la production péruvienne. Si la viande d'alpaga est un sous-produit consommé localement, les petits camélidés sont surtout élevés pour leur fibre

textile bien connue et exportée. De nombreuses entreprises textiles sont d'ailleurs concentrées à Arequipa d'où elles imposent leurs conditions. Les producteurs n'étant pas suffisamment organisés pour défendre leurs intérêts, entreprises et intermédiaires dictent leur prix – en les tirant vers le bas – ou trompent les producteurs sur le poids et la qualité de la fibre. À cela s'ajoute une dépendance aux marchés internationaux et, depuis la crise de 2008, une véritable chute des prix.

Améliorer les pratiques

Le premier objectif du projet est d'améliorer les pratiques d'élevage (alimentation, sélection et soins de santé). C'est dans ce cadre que nous avons assisté à une réunion de formation à Tisco d'une dizaine d'éleveurs sur les techniques d'irrigation. Certains ont marché jusqu'à deux heures pour participer à cette formation. Après la théorie, nous nous

des animaux. « Nous gérons les accouplements en sélectionnant et séparant les meilleurs alpagas, nous explique Felipe Capira, éleveur de Tisco. Les personnes d'IADES m'ont expliqué que j'avais dans mon troupeau des alpagas de race Suri et d'autres de race Huayacas. Chacun d'eux produit des laines différentes qui ne doivent pas être mélangées. Pour cela, je dois les séparer, les marquer et tenir un registre pour chaque animal. » Afin de connaître les normes techniques péruviennes et les standards du marché exigés par les grandes entreprises, d'autres formations sur les procédés techniques de tontes, de catégorisation et classification de la fibre ont été dispensées.

Résultats encourageants

Les éleveurs de Tisco se sont dotés de deux petites entreprises commerciales gérées solidairement pour renforcer leur capacité de négociation et lutter

« PARCE QUE LES PRODUCTEURS NE SONT PAS ORGANISÉS POUR DÉFENDRE LEURS INTÉRÊTS, ENTREPRISES ET INTERMÉDIAIRES DICTENT LEUR PRIX »

sommes rendus sur le terrain. L'idée du jour était de préparer un terrain collectif de 3.000 m² devant servir à la fois de modèle pour la gestion de pâturages cultivés et de terrain où seront engraisés les alpagas venant des alentours avant la commercialisation. La région étant aride, nous nous sommes rapidement rendus compte de la difficulté de trouver de l'eau et surtout de la stocker. La solution : « récolter l'eau » en creusant un petit canal d'une source vers un réservoir.

Une production de meilleure qualité

L'ONG péruvienne IADES travaille également avec les producteurs à l'amélioration génétique des troupeaux, en introduisant des alpagas reproducteurs de qualité et moyennant une sélection

contre la chute des prix. Grâce au travail de qualité effectué, la production a atteint 265 quintaux de fibre en 2011-2012, dont 150 quintaux ont pu être vendus à de meilleurs prix. Ainsi, par l'amélioration de la qualité de la production et par le renforcement de la capacité des petits éleveurs à défendre leurs intérêts et leurs droits, les producteurs améliorent leurs revenus et donc, à terme, leurs conditions de vie.



State-building le(s) revers d'une ambition

FRANÇOIS POLET

Chercheur au Centre tricontinental, CETRI

Irak, Afghanistan, Haïti,... Les puissances occidentales interviennent pour reconstruire des États du Sud à la dérive mais, explique François Polet, « ces dix dernières années, aucun des pays où la reconstruction des institutions a été portée à bout de bras par des intervenants extérieurs ne présente de signe de progrès durable ».





La livraison de mars 2012 de la revue trimestrielle *Alternatives Sud*, intitulée « Re-construire les États, nouvelle frontière de l'ingérence », revient sur un phénomène – le *state-building* – devenu modalité majeure de l'action des puissances occidentales à la périphérie du système international.

Après avoir longtemps appelé à leur recul ou à leur rétrécissement (*rolling back/downsizing the State*), la communauté internationale se pose effectivement en architecte de la reconstruction des États. À ce titre, des bataillons d'experts internationaux s'activent « sur le terrain » à renforcer ou réformer les institutions – forces de l'ordre et armée, processus électoraux, institutions politiques, tribunaux, administrations – destinées à composer un nouveau type d'État, « démocratique, responsable et efficient ».

Nouveau registre de l'action internationale

Par-delà ses récupérations discutables, la déliquescence d'un grand nombre d'États au Sud est d'abord une réalité historique. Celle-ci trouve sa principale source dans le cocktail de crise économique, d'endettement et d'ajustement structurel qui touche les pays du Sud au cours des années 1980 et se traduit par le sous-financement des institutions et des politiques publiques. La coopération occidentale compense partiellement cette rétraction des services publics au sein des populations, mais son mode opératoire – l'aide projet –, en court-circuitant l'État, contribue à le délégitimer et à l'affaiblir. La fin de la guerre froide

et la marginalisation géopolitique des anciens clients rompent les derniers mécanismes de stabilisation politique internes et accélèrent la fragmentation des territoires et l'apparition des chefs de guerre.

Mais le spectacle des États à la dérive n'a pas automatiquement converti le *state-building* en problématique de premier plan au sein de la communauté internationale. La montée en puissance du thème sera progressive et dérivera d'une série de réévaluations en matière de doctrine et de priorités au sein des instances gouvernementales du Nord. La nécessité de l'investissement dans la remise sur pieds des institutions publiques apparaît tout d'abord dans le cadre des missions de maintien de la paix dans les environnements post-conflits au Cambodge, en Haïti, au Liberia, au Timor-Oriental. Elle imprègne également la réflexion sur les stratégies post-ajustement structurel au sein des grandes agences de développement à la fin des années 1990, qui réhabilite le rôle de l'État « bien gouverné » dans la lutte contre la pauvreté.

Enfin le *state-building* reçoit une impulsion décisive dans le cadre du virage doctrinal de l'après-11 Septembre, qui place les « États faillis » au cœur des politiques de défense des pays industrialisés. Le nouveau paradigme sécuritaire n'envisage pas seulement les États faillis comme des havres potentiels pour les activités terroristes, ils sont les foyers d'une série de « menaces transnationales majeures » susceptibles de toucher le premier monde : pandémies, réseaux criminels, prolifération des armes non conventionnelles, dégradations environnementales, migrations incontrôlées, ruptures de l'approvisionnement énergétique.

« LA DÉLIQUESCENCE D'UN GRAND NOMBRE D'ÉTATS AU SUD EST D'ABORD UNE RÉALITÉ HISTORIQUE »

Souveraineté « fonctionnelle »

Une convergence s'opère début des années 2000 entre cet agenda sécuritaire autour des *failed states* et l'agenda du « droit d'ingérence humanitaire » – rebaptisé « responsabilité de protéger » –, dans la reformulation de l'idée de souveraineté étatique : celle-ci ne doit plus être considérée comme le droit qu'a chaque État de gérer ses affaires indépendamment, mais comme un devoir, celui d'assumer une série de « responsabilités » vis-à-vis de ses citoyens – en fournissant une série de biens publics, à commencer par la sécurité « humaine » –, et vis-à-vis des autres États – en évitant le développement sur son territoire de phénomènes tels que le terrorisme ou le trafic d'armes, qui ont des répercussions négatives ailleurs.

L'incapacité ou la non-volonté d'assumer cette souveraineté « fonctionnelle » donne le droit à la communauté internationale de passer outre la souveraineté « formelle » des États et d'intervenir dans leur juridiction en vue de reconstruire des institutions démocratiques capables de remplir ces fonctions. Dans cet ordre d'idée, la mise en place d'administrations internationales destinées à remplir provisoirement les fonctions étatiques de base tout en menant parallèlement une entreprise de *state-building* est de plus en plus envisagée comme une modalité idéale de gestion des zones jugées « non gouvernées ». À l'instar de la proposition de « mise sous tutelle internationale » de Haïti, avancée un temps par certains diplomates au lendemain du séisme de janvier 2010 avant d'être rejetée du fait de l'hostilité prévisible de la société haïtienne à l'idée d'un gouvernement étranger.

Un projet failli

Le moins qu'on puisse dire est que les activités menées au nom du *state-building* ces dix dernières années n'ont pas donné les résultats escomptés. Passons sur les débâcles d'Irak et d'Afghanistan : aucun des pays où la construction, ou la reconstruction, des institutions a été portée à bout de bras par des intervenants extérieurs ne présente de signe de progrès durable en matière de démocratie, de transparence administrative, de développement socio-économique, ou de sécurité intérieure.

Ces contre-performances ne dérivent pas seulement de la « complexité du terrain » ou de la « mauvaise volonté des parties », elles résultent pour une bonne part de l'ambition des programmes de *state-building* : ceux-ci ne visent pas tant à « reconstruire » des institutions détruites ou affaiblies qu'à « repartir de zéro », à redessiner l'environnement institutionnel et politique existant pour le conformer aux « bonnes pratiques internationales » en matière de gouvernance et de développement économique. Logiquement, le dénigrement plus ou moins explicite des modes d'organisation et des codes locaux au profit de « standards » jugés universellement valides « car ils ont fait leurs preuves ailleurs » ne s'est pas traduit par l'appropriation mais, suivant les contextes et les marges de manœuvre des récepteurs, par la résistance, l'indifférence ou l'adhésion de façade.

Dans plusieurs cas, l'insensibilité des intervenants aux effets sociaux et politiques de leurs mesures a pu contribuer à la remise en cause de fragiles équilibres entre forces politiques, au retour de la violence et au renforcement des clivages (Irak). Du reste, l'engagement des « majorités passives » dans les cadres proposés est d'autant plus illusoire qu'elles constatent au quotidien l'écart entre les promesses, en matière de services publics, d'emplois et de sécurité en particulier, et leur concrétisation, ainsi que l'écart entre les valeurs promues et la *realpolitik* suivie par les intervenants. Comment imaginer qu'un contrat social puisse être reconstruit entre une population laissée à elle-même et un État en voie de reconstruction prioritairement tourné vers la satisfaction des objectifs économiques (contrats de reconstruction, accès aux ressources naturelles) et sécuritaires (contrôle des frontières, protection des élites) de ses soutiens extérieurs ?

Priorité aux dynamiques endogènes

Les dynamiques de transformation sociopolitique et socio-économique enclenchées depuis une dizaine d'années par les gouvernements progressistes de l'Amérique du Sud et, depuis 2011, dans une partie du monde arabe, offrent un contraste saisissant avec les processus que nous venons d'évoquer. Bien sûr, ces dynamiques sont inégales, incertaines, sous tension à bien des égards, mais à la différence des institutions portées à bout de bras par les intervenants étrangers en Haïti, en Afghanistan ou au Timor, elles sont le résultat de mouvements sociaux, culturels et politiques endogènes qui leur confèrent un haut degré de légitimité interne et garantissent leur correspondance avec la réalité des rapports sociaux et des systèmes normatifs locaux.

Est-ce à dire que la communauté internationale devrait rester les bras croisés ? Certes non, mais l'expérience de ces dernières années montrant que, l'enfer étant pavé de bonnes intentions, les principes qui guident son action doivent être

entièrement repensés, en vue de limiter ses interférences avec les processus sociopolitiques internes des pays concernés. Dans cet esprit, le meilleur service qu'elle puisse rendre à ces États serait de s'attaquer aux faiblesses de la gouvernance économique et financière internationale qui contribuent à leur déstabilisation – mesures de libéralisa-

« LE MEILLEUR SERVICE QUE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE PEUT RENDRE À CES ÉTATS SERAIT DE S'ATTAQUER AUX FAIBLESSES DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE »

tion et de privatisation imposées, instabilité du prix des matières premières liée à la spéculation, opacité des circuits financiers internationaux, complaisance vis-à-vis des entreprises extractives hautement corruptrices...



Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...
GÉRARD MANRÉSON,
Docteur ès cynisme à HECC,
Haute école du Café du Commerce

23
pas au sud,
complètement à l'ouest !

En route vers... **RIO+40**

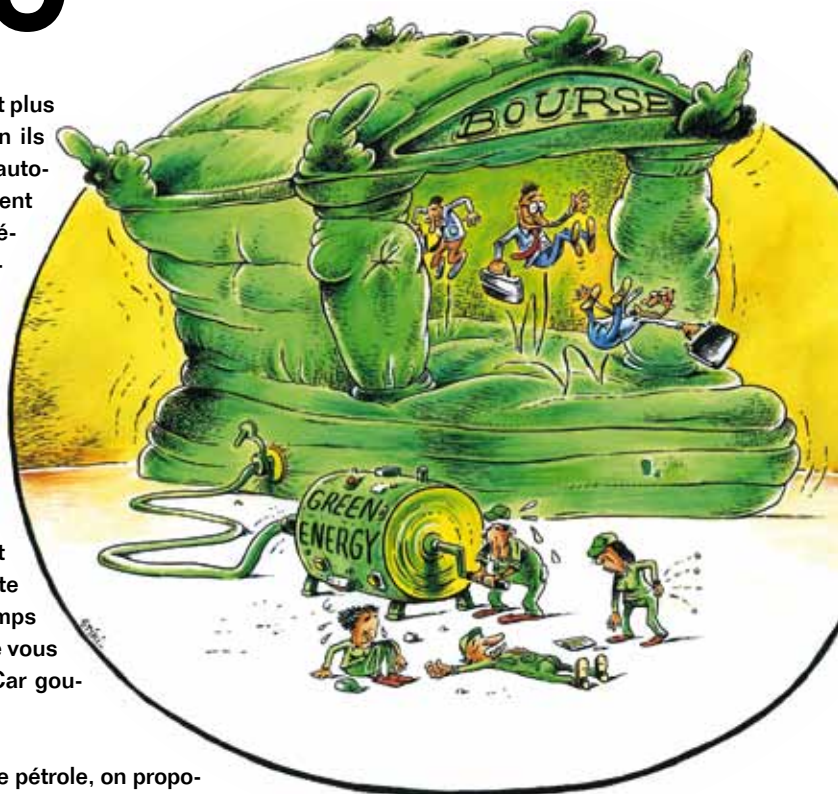
C'est une constatation. Les dévots de la Pachamama passent plus de temps à tricoter leur pull en laine qu'à s'informer. Sinon ils admettraient que le monde de l'entreprise, de la chimie à l'automobile en passant par les biotechnologies, a déjà pleinement intégré le concept de développement durable dans sa stratégie. Si je vous parle de ça c'est que les mondanités du sommet RIO+20 n'ont pas manqué de faire couler une encre aussi insipide que consensuelle. « Il faut agir vite et de façon cohérente... », mais qu'est-ce qu'ils croient tous ces indignés compulsifs ?

On bosse ! On bosse dur même. Que de chemin parcouru depuis 1992 ! Du premier Sommet de la terre de Rio jusqu'à aujourd'hui, on est passé de la réconciliation entre environnement et développement à celle entre environnement et profits. Mais ce n'est pas fini ! On va continuer dans cette direction. Une stratégie de long terme prend toujours du temps à se mettre en place c'est pourquoi je suis déjà en mesure de vous dévoiler les grands axes des débats de RIO+40 en 2032. Car gouverner dans l'ombre, c'est prévoir.

1/ Pour ralentir la course endiablée pour la dernière goutte de pétrole, on proposera un marché de la dernière goutte afin qu'elle ait son vrai prix juste et équitable. **2/** On discutera s'il est légitime ou pas d'utiliser les vieux stocks russes d'ogives nucléaires pour s'arracher le dernier kilo de lithium. **3/** la plénière d'ouverture se posera la question de comment imposer l'utilisation d'agrocarburants dans les pirogues traversant la Méditerranée et bondées de migrants affamés ? **4/** Seront mises à l'agenda les méthodes permettant de cuisiner le steak de plancton tout en dissimulant le goût des particules de plastique. **5/** Total présentera son projet de réinjecter sous l'océan le CO₂ qui s'est échappé des stocks souterrains que l'on pensait étanches en 2012. **6/** Les différents moyens d'encourager la cigarette pour lutter contre la surpopulation seront débattus. **7/** On se promettra de réfléchir à un partenariat privé privé pour renforcer une croissance inclusive super verte à deux chiffres. **8/** On réfléchira si cela a encore du sens de mettre à l'agenda du prochain sommet de 2042 l'agroforesterie puisque cela fait longtemps qu'il n'y a plus d'arbre. **9/** Vu les problèmes d'énergie il y aura un consensus pour relocaliser le commerce international sur la planète terre. **10/** On reconnaîtra le droit de la société civile à servir les petits fous dans tous les sommets internationaux. **11/** Panda ONG viendra présenter son label de taser durable réalisé en concertation avec la FN Herstal. **12/** Pour des raisons environnementales, le programme anti-canicule par largage en avion d'iceberg pilé sera limité à ceux qui peuvent payer la taxe « Cold and go ».

Bref, en 2032, on parlera encore de transition mais de transition du capitalisme vert à un capitalisme super méga vert (très foncé) et je pense que la majorité des problèmes qui nous chagrinent aujourd'hui seront en passe d'être définitivement résolus. Un peu de patience donc puisque, comme disait le baron Goswin de Stassart, « elle est le guide le plus sûr dans le chemin de la fortune ».

Alors ? Merci qui ?



Économie « verte »

La conférence RIO+20 était axée sur deux thématiques : « l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté » et le « cadre institutionnel pour le développement durable ». Mais, à la veille du sommet, on n'entendait plus parler que d'« économie verte », alors que le développement durable nécessite de concilier les aspects économique, social et écologique des activités humaines. Preuve de la puissance des lobbys industriels et financiers, le terme d'« économie verte » a une connotation péjorative et est associé à la marchandisation de la nature. Aujourd'hui plus que jamais, il faut remettre en question le modèle productiviste : le *business as usual* ne pourra continuer, même avec trois, quatre, cinq couches de vert.

Les caricatures de

Pierre

Kroll

maintenant chez vous !

Faites-vous plaisir,

décorez vos intérieurs
et soutenez les projets 11.11.11 !



Depuis 2010, Pierre Kroll accompagne par ses dessins les campagnes du CNCD-11.11.11.

Reproduites dans des magazines, sur des dépliants, dans des expos, servant d'illustrations à des outils pédagogiques et à des animations, les dessins du célèbre caricaturiste liégeois sont maintenant disponibles en différents formats sur toile ou plexiglas pour décorer votre intérieur, celui de votre association ou de votre entreprise.

→ Les bénéfices de la vente de ces produits de qualité sont reversés aux projets de développement 11.11.11.

→ Découvrez les dessins et passez commande en ligne sur www.typhus.eu/11shop

CNCD 11.11.11
UN COMBAT DE PLEINS DROITS

typhus®